



**Conférence sur
la cohésion territoriale et l'avenir de la politique de cohésion**

Paris, 30-31 octobre 2008

COHESION TERRITORIALE ET GOUVERNANCE

Ce document a été rédigé sous la responsabilité de la Délégation Interministérielle à l'Aménagement et la Compétitivité des Territoires (France) à partir des travaux d'un groupe informel d'experts issus de différents Etats membres, des Institutions européennes et de grands réseaux européens.

INTRODUCTION	3
1. CONTEXTE	3
2. QUELQUES CLARIFICATIONS SUR LES CONCEPTS DE COHESION TERRITORIALE ET DE GOUVERNANCE	4
3. ETAT DE L'ART	5
3.1. <i>Observations générales sur les questions territoriales</i>	5
3.2. <i>Illustrations concrètes de la réalité de la gouvernance et de la cohésion territoriale en Europe</i>	6
3.3. <i>Enjeux pour la gouvernance</i>	8
4. PERSPECTIVES	9
4.1. <i>Questions stratégiques de la gouvernance de la politique de cohésion</i>	9
4.2. <i>Leçons et perspectives concernant la mise en œuvre des outils et principe de gouvernance</i>	10
5. Pistes de travail et de réflexion	12
<i>Appendix 1: List of case studies put forward by the members of the working group</i> .	14

INTRODUCTION

Ce document vise à fournir une série d'illustrations et de pistes de travail destinées à enrichir le débat sur la cohésion territoriale et les modalités de mise en œuvre de la gouvernance du développement territorial.

Dans le cadre de la présidence française de l'UE, ce document a été élaboré par un groupe de travail sur le thème de la cohésion territoriale et gouvernance constitué de représentants des Etats membres (EM) de l'Union et d'institutions européennes.

Les membres du groupe ont choisi de baser leurs réflexions sur une conception large des notions de gouvernance et de cohésion territoriale et sur les interrelations entre ces deux concepts appliqués à différents niveaux territoriaux.

La réflexion s'est davantage axée sur l'identification des mécanismes et instruments de la gouvernance territoriale susceptibles d'améliorer la qualité des stratégies et des actions que celles-ci peuvent entraîner. A cet égard, la mise en œuvre d'une politique de cohésion économique, sociale et territoriale offre une base idéale pour l'analyse afin d'identifier les bonnes pratiques de gouvernance qui aideraient à améliorer les stratégies territoriales et les projets à mettre en œuvre.

Une question centrale consiste à estimer dans quelle mesure une meilleure gouvernance territoriale peut contribuer à renforcer la cohésion territoriale à un niveau spatial donné en se basant notamment sur les exemples retenus.

1. CONTEXTE

Les réflexions sur le lien entre gouvernance et développement territorial, sur la définition des termes eux-mêmes, et sur les processus qu'il a induits, ont accompagné les différentes étapes de la construction de l'Europe. Des débats sur cette question ont ponctué l'évolution des cadres politiques et institutionnels nationaux et européens, l'intégration des nouveaux Etats et la mise en œuvre de politiques ayant un fort impact territorial, plus particulièrement la politique de cohésion, durant les 20 dernières années.

Sans faire une liste exhaustive de tous les documents de référence ou des cadres établis au niveau européen à l'instigation de la Commission européenne, du Parlement, ou des Etats membres, ainsi que du Comité des Régions et divers autres réseaux d'acteurs (autorités locales, réseaux sectoriels privés et publics, etc.), il est néanmoins utile dans ce contexte de faire référence à :

- le Schéma de Développement de l'Espace Communautaire - SDEC (1999);
- le Livre Blanc sur la gouvernance européenne (CE 2001), en particulier le rapport du groupe de travail sur la gouvernance multi-niveaux : « articuler et mettre en réseau les divers niveaux régionaux et locaux » ;
- l'étude publiée dans le cadre du programme ESPON sur la « Governance of territorial and urban policies from EU to local level » ;
- les orientations de la Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire (CEMAT), plus particulièrement la résolution sur la « Gouvernance territoriale : renforcement des capacités d'intervention par une meilleure coordination » (2006) ;
- les réflexions menées par le Parlement européen (Commission du développement régional) et le Comité des Régions ;
- l'Agenda Territorial et la Charte de Leipzig (2007).

- Plus récemment le livre vert de la Commission européenne sur la cohésion territoriale ouvre également le débat sur les modalités de gouvernance en soulignant leur importance au regard du principe de cohésion territoriale.

Ce document vise également à apporter une contribution au Premier Programme d'Action pour la mise en œuvre de l'Agenda Territorial de l'UE, engagé pour la période 2007-2011 et structuré autour de cinq principes directeurs : solidarité entre régions et territoires, gouvernance multi-niveaux, intégration des politiques, coopération sur les questions territoriales et subsidiarité.

2. QUELQUES CLARIFICATIONS SUR LES CONCEPTS DE COHESION TERRITORIALE ET DE GOUVERNANCE

Partant du fait qu'il n'existe actuellement pas de définition généralement partagée de la gouvernance (pas plus, peut-on dire, qu'il n'en existe de la cohésion territoriale), il est utile de reprendre quelques éléments de clarification pour comprendre bon nombre de facettes comprises dans ces notions.

→ De gouvernance à gouvernance territoriale

Etant donnée la complexité accrue des problèmes et questions demandant des réponses publiques en raison des interrelations croissantes entre les différents domaines sectoriels et entre niveaux de gouvernement (compétences similaires, partagées ou complémentaires, capacités de financement, etc.), la gouvernance devient une question centrale en termes d'organisation politique et de politiques publiques en Europe.

L'accent est mis sur les processus (négociation, consultation, concertation, coopération, alliances, etc.). Une grande importance est accordée aux réseaux qui structurent les relations entre des acteurs relativement autonomes mais interdépendants et la mise en place des institutions spécifiques pour superviser les relations entre les acteurs dans tous les domaines de politiques territoriales.

La gouvernance territoriale correspond à un processus concernant la coordination à la fois des différents acteurs, des stratégies à différents niveaux et des organisations mis en place pour pouvoir agir.

→ Le concept de cohésion territoriale dans l'Agenda Territorial et au-delà

L'Agenda Territorial de l'Union européenne adopté en mai 2007 définit trois objectifs généraux pour la « cohésion territoriale » :

- *focaliser les politiques de développement territorial régionales et nationales sur la meilleure manière d'exploiter le potentiel régional et le capital territorial, ce qui implique de respecter la diversité territoriale et culturelle de l'Europe et de l'utiliser à son meilleur avantage ;*
- *améliorer la position des régions d'Europe en leur donnant un profil plus haut et en renforçant la coopération transeuropéenne conçue pour faciliter la connectivité et l'intégration territoriale ;*
- *promouvoir la cohérence des politiques européennes ayant un impact territorial, tant horizontalement que verticalement, afin qu'elles encouragent le développement durable au niveau national et régional.*

Bien que les pratiques existantes dans les différents EM et les Régions de l'Union européenne les mènent à considérer ce concept différemment, en particulier en ce qui concerne sa valeur ajoutée au niveau européen, il est néanmoins largement admis que la « cohésion territoriale » est avant tout un concept politique basé sur l'idée centrale de solidarité et donc de cohésion entre les territoires à un niveau donné. Cela signifie que la

notion de cohésion territoriale peut être appliquée à tous les niveaux d'action publique. Il s'agit donc d'une question de solidarité entre acteurs ou territoires au sein d'une même entité géographique et la manière dont les partenariats, dialogues et actions communes sont menés pour porter cette solidarité aux différents niveaux identifiés. La cohésion territoriale présuppose aussi de s'assurer que les mécanismes financiers sont conçus pour atteindre les objectifs poursuivis.

Ainsi, la cohésion territoriale est un enjeu commun et une responsabilité partagée entre l'UE, les EM et les autorités infranationales. L'objectif est d'intégrer la dimension territoriale dans les politiques européennes, nationales et régionales en utilisant les instruments et structures existants. Cela demande un processus de coopération et de dialogue continu impliquant les différents acteurs et décideurs travaillant dans le domaine du développement territorial aussi bien du secteur public que privé.

A cet égard, la coopération territoriale est essentielle afin d'associer, d'une part, les instruments communautaires clés des politiques de cohésion, rurale, des transports, de l'environnement, de recherche, d'innovation et de compétitivité, et d'autre part, des politiques et stratégies de développement territorial transfrontières, nationales, régionales et locales.

3. ETAT DE L'ART

Il convient, tout d'abord de se référer à des observations générales sur le processus politique en vigueur en Europe concernant les questions territoriales et la mise en œuvre générale de l'objectif de coopération territoriale européenne. Il s'agit également de voir de quelle manière l'approche territoriale des problèmes et des opportunités peut être comparée aux instruments politiques et aux mécanismes de gouvernance existants, et à identifier les bonnes pratiques et les obstacles rencontrés, ainsi que les différentes possibilités d'amélioration. Un accent particulier est mis sur les niveaux de coopération transfrontaliers et transnationaux qui soulignent la complexité des processus de gouvernance territoriale qui combinent les aspects transeuropéens, interinstitutionnels et intersectoriels. Ces processus apparaissent comme particulièrement porteurs pour l'avenir.

3.1. Observations générales sur les questions territoriales

- ➔ La structure institutionnelle existante en Europe (EU / Etats membres / autorités locales et régionales) et l'approche sectorielle traditionnelle gênent la mise en œuvre des stratégies communautaires dans la mesure où elles la compartimentent aussi bien verticalement qu'horizontalement. Le risque non négligeable d'une telle approche est qu'une problématique donnée puisse ne pas être abordée globalement, et les solutions trouvées ne seront que partielles, insatisfaisantes, et même, dans de nombreux cas, contradictoires ; de plus, les politiques sectorielles européennes et les politiques de développement territorial dans les EM manquent souvent de coordination ou sont même contradictoires les unes par rapport aux autres ;
- ➔ La conséquence de cette structure conventionnelle rend difficile la prise en compte de la dimension territoriale dans le processus politique européen. La plupart des initiatives à caractère territorial relèvent actuellement de processus informels, et il n'y a pas de Conseil des ministres pour le développement territorial au niveau européen.
- ➔ Les comités existants pour la mise en œuvre des politiques européennes ne satisfont pas totalement les ambitions de gouvernance territoriale puisque les impératifs de gestion tendent trop souvent à masquer la gouvernance politique, laquelle devrait constituer le cœur de l'action publique.

- ➔ La mise en œuvre effective des principes de subsidiarité et de partenariat associés, dans le cadre de la politique régionale européenne, aux exigences de la programmation pluriannuelle sur des priorités fortes, du cofinancement et à la culture de l'évaluation des politiques publiques, la communication et la consultation publique, ont influencé les pratiques de gouvernance territoriale de manière significative. Ces principes ont stimulé l'implication des acteurs locaux, y compris lorsque la mise en œuvre de la politique régionale européenne n'est pas directement concernée, même si des progrès doivent être faits pour mieux répondre aux besoins des citoyens.
- ➔ Les dispositifs de gouvernance établis dans les PO, en particulier ceux relatifs à l'objectif de coopération territoriale européenne et notamment de niveau transnational, sont rarement proactifs pour ce qui est de mettre en pratique les orientations stratégiques prioritaires et identifier les typologies appropriées d'acteurs pour mener des projets. Ainsi, la majorité de projets approuvés manquent de dimension stratégique. C'est en réponse à cette difficulté que de nouvelles pratiques, combinant des approches « top-down » et « bottom-up », vont être développées, notamment dans les programmes de coopération transnationale. Cela pourrait représenter un nouveau pas en direction d'interventions plus stratégiques ;
- ➔ De plus, en dépit de la volonté des décideurs publics de mieux inclure les acteurs du secteur économique dans les stratégies territoriales, il est prouvé qu'il est difficile de les mobiliser, alors que leur engagement est essentiel pour répondre aux principales priorités des orientations européennes, notamment l'Agenda de Lisbonne. En ce qui concerne la coopération territoriale européenne, cela est pratiquement impossible si l'on considère les contraintes imposées par la politique de la concurrence ;
- ➔ Dans l'ensemble, bien que personne aujourd'hui ne conteste le fait qu'une gouvernance bien structurée est un facteur-clé pour l'efficacité et le développement des politiques européennes et pour assurer leur cohérence avec les politiques nationales et infranationales, il faut néanmoins reconnaître que les solutions proposées jusqu'ici n'ont apporté des réponses que partiellement satisfaisantes.

3.2 Illustrations concrètes de la réalité de la gouvernance et de la cohésion territoriale en Europe

Les membres du groupe de travail ont produit un total de 25 études de cas. Chacune d'entre elles correspond à une grille d'analyse commune (présentation détaillée en **annexe 2**).

Elles peuvent être classées sous différentes catégories basées sur les méthodes de gouvernance utilisées comme suggéré ci-dessous. Elles reflètent l'intensité de coordination et de coopération qui existe, allant d'outils qui engagent réellement les parties impliquées à des procédures plus simples, par exemple des instances de dialogue et des échanges ponctuels. Il faut toutefois mentionner que cette approche apparaît inévitablement simpliste puisque la plupart des études de cas pourrait être classée dans plusieurs catégories.

Pour chaque territoire, une ou deux illustrations sont données par la sélection d'études de cas particulièrement représentatives qui concernent la coopération interterritoriale au niveau tant européen (notamment via les programmes INTERREG) qu'infra-étatique (par exemple les réseaux de villes, la coopération interrégionale).

Dans l'ensemble, ce qui semble avoir un potentiel particulièrement fort, y compris pour la mise en œuvre de la politique de cohésion au niveau régional, se trouve principalement dans la coopération territoriale européenne.

Approche intégrée et programmation

Illustration – étude de cas n°1 : Les projets territoriaux intégrés des régions de l'Obj. 1 du Sud de l'Italie pour la période 2000-2006. Ils font partie d'un document politique qui permet la coordination de diverses opérations sectorielles, souvent financées et gérées par les différentes autorités régionales et locales. Dans le cadre d'un projet donné, l'objectif central retenu constitue l'élément unificateur pour les diverses opérations.

Illustration – étude de cas n°6 : Le programme national des politiques de développement territorial au Portugal.

Il engage toutes les politiques sectorielles ayant un impact territorial, couvre l'ensemble du pays et s'étend sur la période 2008-2025. Il établit les options et orientations stratégiques pour ce qui est du développement territorial, en les reliant aux instruments publics existants et aux propositions d'investissement pour la période. L'intégration sociale et la cohésion territoriale ont été prises en compte explicitement. Il est lié de très près aux plans territoriaux au niveau régional en cours de finalisation, afin de permettre une territorialisation appropriée des politiques sectorielles.

Autres études de cas incluses dans cette catégorie :

- n°2: PUSEMOR;
- n°5: La microrégion d'Hodoninsko (République Tchèque);
- n°11: Le projet cadre « Sustainable transport/tourism on the environmental level in problem areas »
- n°21: Le rôle de la coopération urbain-territorial dans le développement intégré du Réseau transeuropéen de transport (TEN-T).

Stratégies territoriales et/ou ensemble de thèmes partagés

Illustration – étude de cas n°16 : L'Espace central européen – Coopération de 4 régions de Hongrie, République Tchèque, Slovaque et Autriche. Adoption de la « VISION CENTROPE 2015 » en 2006 sur une stratégie partagée et un plan d'action. Intégration des différents secteurs dans la mise en place d'un parti exécutif et d'un Comité de pilotage et de Programmation CENTROPE.

Illustration – étude de cas n°25 – Stratégie européenne pour la Région baltique. Elle a été initiée par le Conseil européen et est actuellement en préparation par la Commission. Au sein de la Commission, la DG Regio est responsable de la préparation pratique, mais toutes les DG seront impliquées dans le processus. Elle sera formalisée d'ici l'été 2009 par une Communication de la Commission au Conseil européen, consistant en un court texte de communication, un plan d'action qui consiste en des projets concrets (déroulé, avec un calendrier) et une annexe de contributions, analyses et recommandations. Elle inclut des zones de huit Etats membres et abordera aussi la Dimension nordique par le biais d'une coopération externe. Tous les acteurs et parties prenantes concernés seront encouragés à contribuer au processus et à participer activement aux conférences et tables rondes.

Autres études de cas incluses dans cette catégorie

- n°4: Zone métropolitaine polycentrique transfrontalière de la Grande Région (France-Luxembourg-Allemagne) ;
- n°7: Vision transnationale d'une coopération hospitalière (France-Luxembourg-Belgique) ;
- n°10: ILUP – Integrated Land Use Planning and River Basin Management;
- n°23: Stratégie pour la protection des zones côtières et des eaux pour l'Adriatique.

Systemes opérationnels (charte, GECT, etc.)

Illustration – étude de cas n°17 : L'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai. Création d'un GECT en février 2008. L'objectif central a été la mise en place d'une structure de gouvernance impliquant toutes les autorités pertinentes de chaque côté de la frontière entre France et Belgique, qui élabore et met en œuvre le programme de travail à long terme (2008-2010).

Autres études de cas cataloguées dans cette catégorie:

- n°3: Agglomération Franco-valdo-genevoise;
- n°9: Eurorégion Alpes-Méditerranée (avec un GECT en préparation)
- n°18: zones protégées transfrontalières – Parcs naturels (France-Italie) – GECT planifié
- n°24: MATRIOSCA

Echange d'expériences spécifiques et bonnes pratiques

Il s'agit du type d'actions usuellement mises en œuvre dans le cadre des projets cofinancés par les programmes INTERREG. La majorité des études de cas suggérées s'incluent dans ce cas.

Autres études de cas catalogués dans cette catégorie:

- n°8: projet de réseau européen de petites îles (soumis dans le contexte du PO INTERREG IVC)
- n°12: Coopération transfrontalière Pologne-République Tchèque 2007-2013 ;
- n°13: Coopération transfrontalière Pologne -Brandebourg 2004-2006 ;
- n°14: Développement des territoires le long des corridors de transports européens
- n°15: Alpes Mobility II
- n°19: CLOE (Clusters Linked Over Europe)
- n°20: HST-4i et HST-Connect

NOTA: Etude de cas n°22: coordination urbain-territoire : la politique de clusters en France n'a pas été cataloguée dans ces catégories.

3.3 Enjeux pour la gouvernance

Afin de caractériser les enjeux, trois exemples se référant aux questions thématiques majeures en Europe ayant un impact territorial évident sont proposés. Dans chacun d'entre eux, le système de gouvernance demeure insatisfaisant pour le moment. En soi, ils apportent une source d'inspiration précieuse pour des recommandations.

→ Transport: le cas du réseau transeuropéen

Le TEN-T soulève deux questions majeures : d'une part, la gouvernance transnationale, et d'autre part, la gouvernance intra-nationale.

Essentiel dans une Europe élargie, le TEN-T se bat pourtant pour voir le jour, essentiellement dans les sections transfrontalières, en particulier à cause des quantités limitées de financements européens et des négociations principalement bilatérales. L'impact territorial du TEN-T est toutefois d'une importance capitale : ses embranchements structurent de grandes aires transnationales, avec des conséquences plus vastes que la simple accessibilité physique, conséquences qui sont encore plus importantes dans les zones transfrontalières.

Il serait intéressant de mettre en relation la pensée stratégique du TEN-T à l'échelle transnationale avec les possibilités offertes dans le cadre de la coopération transnationale et transfrontalière.

Le second thème qu'il faut souligner se réfère à la faible coordination entre le territoire au sens large du terme et le volet urbain, en particulier pour ce qui est de l'extension des corridors du TEN-T aux métropoles et liaisons secondaires. Il semble clair que les métropoles sont considérées comme les axes majeurs des corridors aussi bien que, d'un point de vue plus négatif, comme des goulets d'étranglement dans les réseaux. Malgré cela, les métropoles ont été exclues des processus de négociation, tant en termes politiques que pour ce qui est des infrastructures. Il y a eu un manque de coopération intergouvernementale productive entre les modes de transports et les différents secteurs.

→ Les zones de montagne :

Le développement durable d'une zone montagneuse implique d'intégrer tous les aspects de son équilibre économique et environnemental, aussi bien présent que futur. Il est cependant reconnu que celles-ci sont perturbées de manière significative par les conséquences du changement climatique sur le tourisme dans les zones

montagneuses ou par les changements dans les marchés agricoles mondiaux sur les revenus pastoraux. Trouver des réponses appropriées à ces développements implique de coordonner les changements législatifs ayant un impact direct sur l'avenir de ces espaces, et donc d'adopter des mesures qui ont un impact territorial réel dans le cadre des politiques visant les territoires ayant des qualités uniques. Le cadre actuel de gouvernance européenne ne le permet que partiellement.

→ Pollution des zones maritimes

La pollution des bassins maritimes est l'exemple typique d'un problème transnational et horizontal. Dans les Mers Méditerranée, Baltique et Noire, les sources de pollution viennent principalement de la terre – de l'agriculture, de l'industrie, des zones urbaines, etc. Elles sont soumises à de nombreuses politiques et règlements européens (PAC, directive REACH, règlements environnementaux, en particulier en termes de transport maritime) ainsi qu'à des règlements nationaux et locaux (sur la gestion des déchets, gestion des activités côtières, etc.). Répondre à un problème à si grande échelle demande donc la mise en place d'une structure de dialogue et de coordination ad hoc avec toutes les parties concernées.

4. PERSPECTIVES

4.1. Questions stratégiques de la gouvernance de la politique de cohésion

Dans la mesure où les actions des différents niveaux européens, nationaux et régionaux se chevauchent de plus en plus, un minimum de coordination ne suffit plus ; l'efficacité ne peut être garantie qu'en créant des synergies entre les différentes actions, dans une approche intégrée verticalement (gouvernance multi-niveaux) et intégrée horizontalement (intersectorielle).

En théorie, les priorités politiques communes majeures sont définies au niveau européen, puis traduites aux niveaux national, régional et local par des politiques appliquées sur leurs territoires respectifs. En pratique, cependant, deux enjeux sont clairs : le premier consiste à s'assurer que le processus n'est pas uniquement top-down et trop rigide, et que tous les niveaux prennent part au processus de décision afin de garantir une mise en œuvre efficace ; le second se rapporte au fait que certains problèmes peuvent émerger à d'autres échelles – transfrontalière, interrégionale, transnationale – et que pour les aborder, il est nécessaire d'abolir les frontières.

Problématique: avoir une approche territoriale d'un problème qui soit compatible avec les niveaux de programmation et décisionnels existants, y compris au niveau infranational.

Les stratégies de Lisbonne et de Göteborg, qui incarnent les priorités politiques majeures de l'Union, arriveront bientôt au terme de leur période initiale (2010). Cependant, la plupart des problématiques et enjeux qu'elles abordent – une économie basée sur l'innovation et la connaissance, les enjeux de l'apport énergétique et de changement climatique en particulier – sont toujours d'actualité, d'autant plus que les résultats atteints près de dix ans après le lancement de ces stratégies sont, selon l'opinion de chacun et en dépit des améliorations de ces derniers mois, au mieux mitigés. Cependant, le contexte mondial actuel est tel que l'on s'attend à ce que les mêmes priorités communautaires soient renouvelées sous une forme plus forte après 2010 et à l'horizon 2020.

Problématique: Etant donnée l'urgente nécessité d'atteindre rapidement des résultats tangibles dans ces domaines, renforcer la gouvernance multi-niveaux (dans les étapes de préparation, de consultation et de coordination des politiques territoriales), qui est au cœur de la politique de cohésion en vue d'améliorer l'efficacité de ces stratégies.

Perspectives ouvertes par l'introduction de la Politique régionale européenne 2007-2013 et après 2013 :

L'approche stratégique de la cohésion économique, sociale et territoriale pour 2007-2013 constitue un progrès majeur.

Cependant, cette approche renouvelée nécessite d'être testée davantage sur la cohésion territoriale. Le cadre théorique existe, mais il a vraiment besoin d'être mis en pratique au travers d'une meilleure appropriation par la CE, les EM, les régions et les autres acteurs-clés durant la période 2007-2013.

Les mêmes principes, développés dans le contexte de l'objectif de coopération territoriale européenne, ont aidé à approfondir la connaissance partagée et à rapprocher les différentes cultures et le savoir-faire. La possibilité de considérer l'action à plusieurs niveaux – transfrontalier, transnational, interrégional – et en réseaux renforce les avantages de penser globalement et d'agir sur le terrain ou sur les réseaux pertinents, transgressant les frontières. Il existe cependant un risque à définir des orientations qui visent certaines politiques sectorielles (innovation/recherche/technologie, formation/emploi, énergie, etc.) au détriment de la situation réelle du territoire, notamment dans les territoires ayant développé ce que l'on pourrait qualifier de « plans territoriaux ».

Problématique: Tirer parti de l'expérience de la politique de cohésion et de l'instrument de coopération territoriale en particulier, de manière à améliorer avant tout la gouvernance horizontale et verticale au sein de l'UE.

De plus, les programmes de coopération n'ont pas encore démontré une valeur ajoutée communautaire qui réponde aux attentes, notamment en vue de la mise en œuvre du concept de cohésion territoriale. D'ici 2013, des avancées significatives doivent être accomplies et doivent aborder les questions soulevées et basées sur :

- l'amélioration des liens opérationnels à deux niveaux : premièrement entre les programmes régionaux et les programmes de coopération, et deuxièmement entre la politique de cohésion et les autres politiques sectorielles de l'UE ;
- l'amélioration de la prise en compte des politiques européennes ayant un impact territorial par le niveau régional/local ;
- le renforcement des liens entre les politiques sectorielles et l'objectif de cohésion économique, sociale et territoriale.

4.2. Leçons et perspectives concernant la mise en œuvre des outils et principe de gouvernance

Cette section vise à passer en revue les instruments et principes de gouvernance majeurs relatifs aux politiques européennes, en particulier ceux en vigueur dans le cadre de la politique de cohésion. L'idée principale est d'avoir une vue d'ensemble de l'actuelle utilité et efficacité de ces instruments et principes ainsi que d'évaluer s'ils peuvent être utiles à l'avenir, avec ou sans ajustements. Il s'agit d'une liste non exhaustive.

Méthode Ouverte de Coordination (MOC)

Elle se limite exclusivement aux représentants des Etats membres et s'organise sur une base sectorielle. Dans sa forme actuelle, elle se retrouve dans des domaines politiques dont la compétence revient aux Etats membres tels que l'emploi, l'aide sociale, l'inclusion sociale, l'éducation, la jeunesse et la formation. Le rôle de la Commission se limite au monitoring, alors que le Parlement européen ne joue pratiquement aucun rôle dans le processus, tout comme les institutions consultatives tels que le Comité des Régions et le CESE, cependant beaucoup des domaines abordés peuvent entrer dans leurs attributions. De plus, la dimension territoriale est complètement absente du processus, bien que de nombreux domaines politiques (emploi, inclusion sociale,

formation, etc.) aient une forte composante territoriale. Bien que son efficacité soit parfois contestée, cet instrument intergouvernemental a toutefois le mérite d'être accepté par tous les Etats membres et de tenter de coordonner leurs politiques dans un certain nombre de domaines. De plus, il faut rappeler que cette pratique influence les approches intergouvernementales ainsi que les cadres politiques statutaires. Par exemple, il a été utilisé pour élaborer l'Agenda Territorial.

Méthode des Fonds Structurels

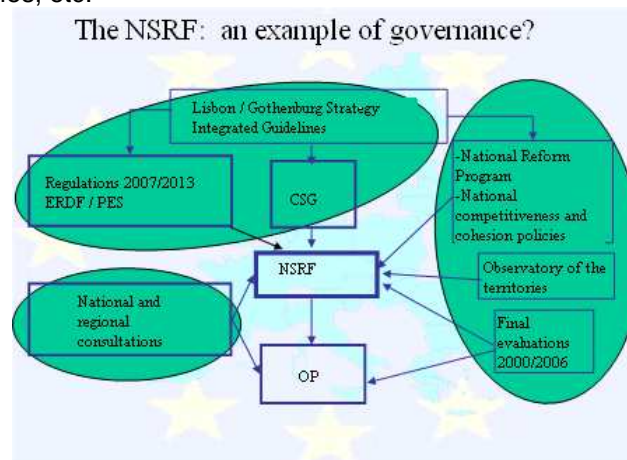
L'approche stratégique de la cohésion économique, sociale et territoriale, qui souligne l'interaction entre les orientations communautaires majeures (stratégies intégrées – SI / PNR et Orientations Stratégiques Communautaires – OSC), les Cadres de Référence Stratégiques Nationaux – CRSN – et les PO, aide à mieux expliquer et fournir les mécanismes nécessaires pour le dialogue, la coordination et la cohérence, pour assurer que les priorités politiques adoptées sont appliquées de manière efficace.

Dans ce cadre, deux changements majeurs pour la période 2007-2013 doivent être soulignés :

- L'article 25 des Règlements généraux sur les Fonds Structurels établit les conditions de l'adoption par le Conseil des Orientations Stratégiques Communautaires en lien avec les lignes intégrées pour l'emploi ;
- L'article 29, sur le pilotage stratégique, établit un fort lien entre PNR / OSC / CRSN et programmes opérationnels. Chaque EM a l'obligation annuelle d'évaluer la contribution des PO cofinancés par les Fonds européens pour la mise en œuvre des Programmes Nationaux de Réforme.

Exemple de la préparation des CRSN en France :

Le dispositif spécifique illustré par le diagramme ci-dessous se réfère au cas français. En soi, il illustre une catégorie plus large de dispositifs institutionnels. Les leçons qui peuvent en être tirées se rapportent plus à la méthode. Il serait intéressant de voir l'application d'une méthode similaire de gouvernance à des unités territoriales différentes, moins conventionnelles, comme des groupes de municipalités au sein d'un même état, des groupes de régions de différents Etats nationaux réunis par les mêmes problèmes, etc.



Principe de partenariat

Le principe de partenariat a été développé dans la politique de cohésion et a été amélioré avec le temps. Il qualifie la manière dont la CE, les Etats membres et les autorités infra-étatiques œuvrent ensemble pour concevoir et contrôler les programmes opérationnels. Il constitue actuellement un principe obligatoire pour les mettre en œuvre au niveau national. Dépendant des caractéristiques institutionnelles de chaque Etat membre, le principe de partenariat peut cependant prendre un certain nombre de différentes formes, allant de la simple consultation des autorités régionales et locales à un transfert total de compétences.

Dans sa diversité, le principe de partenariat est considéré comme un succès, améliorant la manière dont les priorités et méthodes de travail européennes (approche stratégique, évaluation, etc.) sont prises en compte par les autorités infranationales, et donc améliorant aussi bien la coordination que l'efficacité des politiques de développement européennes, nationales et régionales.

Contractualisation

La contractualisation est une extension des processus de partenariat et de négociation auxquels il fournit un cadre. Bien qu'elle ait permis la réalisation de développements positifs dans le domaine de

la gouvernance multi-acteurs, en particulier au niveau territorial, elle ne parvient pas à prendre en compte la dimension stratégique de manière adéquate. Au début des années 2000, les contrats tripartites entre UE/Etat/Région ont tenté en vain de compenser ce défaut. Il semblerait que les difficultés institutionnelles impliquées dans leur mise en œuvre les aient menés à l'abandon.

Le Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT)

Les activités de coopération territoriale ont été bien développées et améliorées depuis le début des années 90. Cependant, malgré les appels répétés des acteurs régionaux et locaux à un instrument juridique pour faciliter sa mise en œuvre quotidienne, les possibilités sont demeurées insatisfaisantes dans plusieurs aspects jusqu'à 2006.

Après cette longue période, la CE a décidé d'introduire le nouvel instrument juridique du GECT (Règlement (CE) 1082/2006) pour la période 2007-2013. Cela rend possible d'envisager des formes renouvelées de gouvernance territoriale, en particulier dans les zones transfrontalières et transnationales, et facilite le processus de régulation de ces systèmes territoriaux. Il est conçu pour être utilisé pour la gouvernance des programmes opérationnels ainsi que pour des projets parfois menés par des groupements d'acteurs territoriaux (résultant par exemple d'Eurodistricts, Eurorégions, etc.). Les leçons tirées de ces premières tentatives en termes de mobilisation des partenaires et de projets développés sont positifs et fournissent un argument pour un usage accru dans l'ensemble de l'Europe.

Questions:

- *Comment développer les MOC de manière à les rendre plus compatibles avec l'approche territoriale intégrée en en faisant un instrument efficace pour la gouvernance multi-niveaux ?*
- *Comment la méthode des Fonds Structurels pourrait-elle mieux intégrer les enjeux relatifs à la cohésion territoriale à l'avenir ?*
- *Comment le processus partenarial pourrait-il être adapté, diffusé et élargi à l'avenir ? Pourrait-il être développé davantage dans la politique de cohésion, et si oui, de quelle manière ? Comment pourrait-il être étendu aux autres politiques européennes (politique de développement rural, politique environnementale, politique des transports, etc.) ?*
- *Quelle forme de contractualisation renouvelée pourrait être considérée afin de mieux encourager les stratégies territoriales et impliquer un nombre maximal d'acteurs ?*

5. Pistes de travail et de réflexion

En considérant l'état de l'art actuel et afin de faire face aux problèmes soulevés, des zones de progrès ont été identifiées et ont été décrites dans une série de recommandations délibérément concrètes. Certaines d'entre elles se réfèrent aux modes de gouvernance identifiés préalablement dans le présent document, mais pas nécessairement à tous. L'objectif ne consiste pas en premier lieu à offrir de nouveaux instruments, mais plutôt à encourager une application plus large de certains d'entre eux par les EM et la mise en œuvre de nouvelles approches faisant particulièrement ressortir les progrès et les défauts observés en termes de coopération territoriale européenne.

- **1:** Mieux diffuser l'information auprès des acteurs territoriaux sur l'évolution des orientations stratégiques communautaires décidées par le Conseil européen, en soulignant leur lien avec le développement territorial intégré.
- **2:** Ajouter comme étape initiale une dimension territoriale dans les orientations de la CE sur l'« évaluation d'impact intégrée » afin de renforcer l'intégration des aspects territoriaux dans les diverses politiques de niveau européen ; considérer en deuxième étape d'adapter le processus d'évaluation environnementale stratégique des PO en mettant un fort accent sur la dimension territoriale.
- **3:** Impliquer de manière plus systématique les parties prenantes au niveau approprié avec l'idée de mieux prendre en compte les aspects territoriaux dans le processus décisionnel et son application opérationnelle notamment via :
 - un dialogue plus systématique entre les DG de la CE, conformément à l'expérience de l'approche inter-DG menée dans le cadre de l'initiative « Régions pour le changement économique » ;

- une approche intersectorielle similaire au niveau national lorsqu'elle est insatisfaisante, et compatible avec le fonctionnement aussi bien européen que régional ;
 - un plus fort engagement des décideurs-clés au niveau transnational.
- **4:** Développer et augmenter les opportunités de dialogue et les zones d'interface entre les acteurs concernés par les programmes de coopération et ceux impliqués dans les PO régionaux, notamment afin d'aider à établir des liens entre eux comme cela a été initié par l'initiative « Régions pour le changement économique », en les étendant à tous les niveaux de coopération.
- **5:** Fournir une méthode flexible pour la coordination entre les territoires à différents niveaux afin d'améliorer leur articulation réelle et efficace, notamment :
- entre les zones transfrontalières (pour aider à accélérer le progrès sur les questions majeures, comme la sécurité maritime) ;
 - entre chaque zone transnationale et en connexion avec les zones transfrontalières couvertes et les différents PO régionaux.
- **6:** Renforcer la mise en œuvre d'une approche stratégique territorialisée entre tous les programmes de coopération au-delà de 2013 via différentes méthodes telles que :
- L'élaboration de Cadres de Référence Stratégiques / d'une vision stratégique impliquant les décideurs sectoriels clés aux niveaux national et régional ;
 - l'identification préalable d'un ensemble limité de projets majeurs concrets et des acteurs concernés susceptibles de traiter ces problèmes ;
 - l'organisation régulière de « conférences territoriales » impliquant les acteurs publics et privés concernés ;
 - le renforcement des ressources humaines dédiées au développement de projets (au sein des Secrétariats Techniques Conjoints existants ou par d'autres outils tels des agences de développement spécifiques).
- **7:** Promouvoir sous la forme appropriée parmi les parties prenantes concernées à tous les niveaux territoriaux le benchmarking et le partage de :
- méthodes pertinentes d'observation, de monitoring, d'évaluation et études préalables basées notamment sur les activités des programmes de recherche (ex. ESPON et URBACT) ;
 - outils pour capitaliser et transférer les bonnes pratiques ;
 - programmes d'apprentissage mutuels et des lignes directrices pour transposer les politiques convenues, au niveau européen, entre les ministres des EM dans des politiques nationales et régionales ;
- **8:** Encourager la mise en place de Groupements européens de Coopération Territoriale (GECT) lorsqu'il existe une réelle vision stratégique partagée au sein de la zone concernée.
- **9:** Accroître la conscience des décideurs publics sur l'importance et la diversité des modes de gouvernance dans toute l'Europe et mettre en place des schémas de formation axés sur la gouvernance multi-niveaux et les échanges entre les décideurs relevant du secteur public, visant en particulier les politiciens locaux (par exemple par un dispositif similaire à ERASMUS).

Appendix 1: List of case studies put forward by the members of the working group

Name and main issue addressed	Links between sectoral/territorial approaches	Type of tools used to address the issue	Public bodies involved	Conclusions Policy recommendations
<p>1. Integrated territorial projects (ITP) Obj.1 regions of Italy 2000-2006 a total of 156 projects in the context of regional cohesion policy, in 7 Regions. They account for 16% of financial resources of the 7 regional OPs</p>	<p>A project document provides the coordination of different sectoral operations, often identified by different authorities regional and local. Within the project, the stated core objective constitutes the unifying principle of the different operations. Some operations are funded by different, domestic, sources.</p>	<p>The coordination of different sectoral operations relies on a planning document: the Regional Operational Program, and on a written (vertical) political agreement between the regional and the local authorities. Agreement on this project document is reached after consultations involving technical and political actors at both levels.</p>	<p>Local Municipalities and Regional administrations are the main actors of this policy mode of operation. Proposals prepared by a group of local authorities are evaluated, selected and funded by regional administrations. A local management office is often appointed to be in charge of implementation of the operations included under the integrated project.</p>	<p>1. The selection process could be improved. 2. Excessive localism of some projects. 3. Low coordination between the infrastructure and training operations in the projects. Projects are drafted in response to local needs and ambitions, convey a significant, share of regional OPs. They represent a solid attempt at promoting integration and enhancing a global view of problems amongst authorities involved. However, not all sectoral policies are equally amenable to be coordinated at the local level by means of such complex projects.</p>
<p>2. PUSEMOR – Cofinanced by INTERREG IIIB Alpine space OP Main aim: to develop innovative solutions to provide services of general interest (SGI) in mountainous areas Implementation of 28 pilot actions</p>	<p>The territorial and multi-sectoral approach of analysis showed the potential for synergies between the different services and produced innovative solutions. Examples: (1) Services can be grouped together physically in service centres. (2) Telecommunication can help in reducing transportation. (3) A new E-point can not only bridge the digital divide but can also create a new social focus point in a small village endangered by depopulation</p>	<p>Existing regulatory tools are automatically linked to borders and do not respect functional territories. For instance, different choices and priorities concerning public transports might lead to ruptures in the networks as one region might favour busses for regional transports while the other adjacent region might favour railways. So a territorial approach based on functional areas might help to overcome those potential cross-border frictions.</p>	<p>A wide range of actors were involved in order to produce innovative solutions based on real needs: final beneficiaries (consumers, SME), service providers, public authorities</p>	<p>The sectoral approach can only be overcome by innovative projects like PUSEMOR who are financed through cross-sectoral instruments like Interreg - Policy recommendations: * EU-level: Strong commitment towards SGI, integration of SGI in relevant territorial policy documents like the territorial agenda, ex-ante evaluations of regulations * National level: like EU-level plus: nationwide unitary standards * Regional – municipal level: integrated view of SGI, cooperation with other territories, transfer of knowledge, be proactive and develop innovative solutions before market failure or new regulations lead to a decrease in services, search for supra-local solutions instead of local solutions.</p>
<p>3. France-Vaud-Geneva Agglomeration Charter signed for this area declares the political commitment of the 18 French and Swiss partners and enables a new common approach to coordination and governance Selection of 9 sectors of joint intervention</p>	<p>The charter has a clear territorial approach and motivation. The Agglomeration has to be planned and developed with a wider spatial approach. Only with this territorial charter and the clear political commitment a coordination of the different sectors becomes possible. The choice of the different sectors is the result of a negotiation between France and Switzerland</p>	<p>Use of the existing regulatory tools of both involved countries (the charter is an agglomeration project of the Swiss confederation - the metropolitan cooperation project from France and one of the “grands projets” of the Rhône-Alpes region)</p>	<p>The relevant regional and local public authorities from both countries are involved in the agglomeration. + information meetings with the civil society</p>	<p>NO INFORMATION PROVIDED</p>
<p>4. Polycentric Cross-border Metropolitan Region in the Greater Region (formerly known as Sarre-Lor-Lux)</p>	<p>The governance system is organised on the state/regional level (sub-divided into sectoral committees). Development among all actors of a Polycentric Cross-border Metropolitan Region which appears to be an interesting reference framework for the coordination of sectoral approaches in the future.</p>	<p>In principle all tools are applicable in such an approach.</p>	<p>Up to now the national level took the lead in order to define the framework together with the regional and city level actors. The civil society is not yet involved but is surely an interesting element to be further developed in the future.</p>	<p>The main driving factor is economic development (integration of labour markets). The metropolitanisation process offers a key for governance structures which are able to master such an integrated, economic and sustainable development. The coordination of sectoral approaches is lacking because the territorial references framework is not clear enough. A Metropolitan region would in terms of governance allow better placing all relevant actors on all governmental levels in a common governance reference framework.</p>

Name and main issue addressed	Links between sectoral/territorial approaches	Type of tools used to address the issue	Public bodies involved	Conclusions Policy recommendations
<p>5. Micro-region Hodonínsko (Czech Republic) Two thematic areas addressed: - technical infrastructure - agriculture, forestry, rural areas Time period: 2005-2015</p>	<p>The Micro Region (MR) allows the adoption of priorities which will lead to the development of infrastructure and public facilities of rural areas + to increase the quality and traffic ability of regional transport roads</p>	<p>Mainly financial resources. Recovery and development of rural municipalities relies not only on financial possibilities of individual municipalities, but also on consciousness of belonging of local citizens with local surroundings and community of people.</p>	<p>Association of 8 municipalities. Main aims of establishing the MR were protection, promotion and coordination common interests of the member municipalities mainly in the field of regional development, tourism, cross-border cooperation, culture and environment. Bodies involved: rural municipalities, (agricultural) enterprises, individuals, the South Moravian Region and relevant Ministries.</p>	<p>The association of municipalities are being created (called the MR) as a voluntary association of municipalities (not based on the defined administrative units) in order : - to better fit the requirements of the EU and - to draft the adequate documents and programmes (based on the whole vision of the MR) which can draw the financial resources from the SF . These MR make an effort to deal with common issues. The essential step to gaining the financial help rests on the development strategy of the MR which is determined to the ten years long strategic period and it is focused on six strategic areas.</p>
<p>6. The National Spatial Development Policy Programme (NSDPP) process (Portugal) It covers all sectoral policies with territorial impact and is nation-wide. Its Action programme organizes all the relevant sectoral policies and programmes in the time frame 2008-2025, according to a set of strategic and specific objectives, in the light of the proposed territorial model. Social integration and territorial cohesion were explicitly included.</p>	<p>The NSDPP is an integrated planning tool closely linked to other national strategic policy instruments. Based on a strategic assessment of the territorial potential and the proposed territorial model, the NSDPP's Action Programme sets strategic options and guidelines for territorial development, relating them to the national and sectoral policy instruments and investment proposals. Its preparation included 2 types of coordination and negotiation with the sectors: (i) technical through an enlarged Advisory Committee and (ii) political, during the final phase of the preparation, prior to public consultation.</p>	<p>For the moment the existing tools seem to be adapted and satisfactory. However, the sectoral implementation of the NSDPP will require a close coordination between the territorial development goals and strategies and the specific goals of particular sectoral policies and programmes. The adequate territorialisation of sectoral policies and programmes in the framework of the regional spatial plans currently being finalized is the first opportunity to put this coordination in practice</p>	<p>The different levels of public authorities were involved in NSDPP preparation, together with a broad range of civil society representatives as members of the Advisory Committee. Citizens in general were involved through a consultation procedure during a 6 month period. The Advisory Committee was fundamental to build-up the consensus that allowed the proposal of the NSDPP to be presented for adoption by Parliament without major opposition from the sectors and civil society</p>	<p>The governance put into practice is adapted. The same governance system, with adequate adaptation, is being applied in the preparation of the regional spatial plans, whose responsibility lies at the regional level. The process shows the benefits of active coordination (vertical and horizontal, technical and political), the role of governance (through specific committees and through public participation).</p>
<p>7. HOSPITALS CO-OPERATIONS (co-financed by INTERREG IIB NWE) Adoption of a transnational vision to pool their know-how in order to improve the impact of their activities on sustainable development by influencing the accessibility of patients to medical care</p>	<p>The project offers a significant integrated cross-sectoral approach. The co-operation has empowered healthcare professionals to pool their competencies and know-how in many fields. The computerisation and linking of three large hospitals with smaller and medium sized structure supports much better decision-making at an operational level</p>	<p>Mainly computerised information system regarding the patients (+ Videoconferences and Working groups)</p>	<p>- Network of 4 major hospitals from 3 different countries (in FR, LUX and BE) + their respective networks. - Citizens are the main beneficiaries of the project. They will benefit from the services provided in the 3 different hospitals (to be checked) The scope of partners was broadened in the follow up process of the project (HDC) to include other public entities.</p>	<p>The main goal of the project is to offer more efficient services to patients. Integration : create a transnational network Solidarity : increase the quality of healthcare Economic development : reducing of the costs by grouping the development of tools Sustainability : reduce the use of transport through telemedicine The synergies wouldn't have been possible without the INTERREG funding.</p>
<p>8. ESIN IIEP European Small Islands' Network Inter-Island Exchange Project (submitted to INTERREG IVC) Grouping of 11 island groups</p>	<p>The aim of the partnership is to strengthen their capacity to support permanent resident island communities. For this purpose, they exchanged good practices in 3 different categories: public services and facilities; environmental</p>	<p>Good practices exchanges took place in the framework of conferences and thematic workshops, publishing of a guide book. They influenced the policies of the partners.</p>	<p>Local authorities, national agency, grouping of local authorities (NGOs) and associations founded directly by the inhabitants of the islands. Both policy makers and citizens have been involved in the activities of the project. All these bodies were</p>	<p>The governance system is adapted to promote the exchange of experiences and dissemination of the results between local authorities, practitioners and citizens. In every field, success factors have been identified, tackling national and European levels.</p>

(from 6 different countries) with very small population (< 1000 inhabitants) involved.	sustainable development; island identity, culture and language. They addressed 18 relevant themes.		facing the same issues without being able to share common solutions.	
--	--	--	--	--

Name and main issue addressed	Links between sectoral/territorial approaches	Type of tools used to address the issue	Public bodies involved	Conclusions Policy recommendations
<p>9. Euroregion Alpes-Méditerranée (EGTC under preparation)</p> <p>Made up of 5 regions (2FR: Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, 3 IT: Liguria, Piemonte, Valle d'Aosta)</p> <p>Aim: To face contemporary challenges, deepen territorial integration and boost regional competitiveness.</p> <p>The overall strategy is based on integration of sectoral policies across the border and among themselves</p>	<p>The aim is to bring forward a common and coordinated action, capable of making visible on the European map this territory when deciding key EU and national policy.</p> <p>The five regions have decided to concentrate the work of the Euroregion around 5 main thematic areas (5 working groups).</p> <p>They are interlinked by a common political and technical steering platform.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Set-up of an EGTC as territorial governance tool and delivery vehicle for major strategic projects, funded at EU, national and regional level - development of shared territorial strategies - implementation of common projects in the identified fields - exchange of information and experience among the regions - adoption of a common representation policy towards EU policy makers in Brussels - staff training, exchange and pooling 	<ul style="list-style-type: none"> - 5 regional administrations from IT and FR (+ possible 3 cantons from Switzerland) - Involvement of civil society is pursued through constant dialogue with economic and social partners - Sensibilisation of citizens (especially the youngest) towards the Euroregional dimension. - National administrations will be cooperating on the specific dossiers (transport, environment, etc.) according to their competences. <p>Appropriate fora will also ensure the involvement of the local authorities in the projectuality of the Euroregion</p>	<p>The preparation of the EGTC is producing already a positive propulsive effect on the maturation of the political reflexion, of the integrated territorial strategies and of the articulation of the related operational projects.</p> <p><u>Key policy recommendations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - to encourage joint cross-border/transnational territorial development strategies; - to facilitate citizens' understanding of their European "territorial neighbourhood"; - to focalise intervention on territorial nodes of European values, - to facilitate the establishment of innovative legal and multi-level governance tool for territorial cooperation, such as EGTC. It may serve as coordination platform and implementing vehicle for major EU, national and regional policies, in different fields; <p><u>European added value</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - "bottom up" European integration process - Better management of EU resources and rationalisation of investment - Overcoming of the typical cross-border issues. - "territorialisation" on a macroregional scale of EU-wide sectoral policies (e.g. transport, environment, etc.)
<p>10. ILUP – Integrated Land Use Planning; a project implemented within the INTERREG IIIB CADSES OP, based on a partnership between Austria, Germany, Czech and Hungarian partners.</p> <p>Aim: To mitigate natural hazard risks in a preventive manner by means of land use optimisation is a cheaper as well as a more ecologic way to preserve good environmental conditions.</p>	<p>Problems of foothill and hill countries regarding integrated management of water resources, risk and landscape management can be solved sustainably only in an interdisciplinary way.</p> <p>Thus, a coordinated approach between sectoral policies as water management, agriculture and forestry as well as spatial/ regional planning has to be developed by integrating the respective regional/ territorial circumstances.</p>	<p>ILUP pursues the basic concept of a holistic, network-oriented landscape assessment from the problem solving approach to the implementation of measures.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Implementation of an integrated river basin management as a new efficient planning tool - New methods for identifying future risk scenarios and effects of foods (early detection and reactivity to risks) - Medium- and long-term concepts for land use and landscape management for a sustainable development and transnational cooperation - Increasing the acceptance among population for river basin management through new market and communication mechanism 	<p>The project was based on a broad partnership of the Federal Ministry for Environment, Agriculture, Forestry and Water management and the regional authorities responsible for these issues as well as the spatial planning authorities at regional level</p>	<p>The project was one important impulse for a closer and better co-operation and co-ordination of the relevant authorities. This process has not been finished yet but is still going on.</p> <p>New adopted financial instruments of the EC directive on Rural Development become implemented in terms of land use management (Initiative Protection by Forests).</p> <p><u>Policy recommendations / EU added value</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Integrated water management as central issue - Coordinated planning in the disciplines has to be integrated into the instruments of regional planning (regional development, risk prevention) - Implementation of the EU Floods Directive, Water Framework Directive and Habitat Directive on local as well as on regional level

Name and main issue addressed	Links between sectoral/territorial approaches	Type of tools used to address the issue	Public bodies involved	Conclusions Policy recommendations
<p>11. Umbrella Project “Environmentally Sustainable Transport and Tourism in Sensitive Areas – Lake Neusiedl - Fertő-tó Region – Aims:</p> <ul style="list-style-type: none"> - accomplishing a significant improvement of the car-free mobility services for inhabitants as well as for visitors - improvement of the accessibility and increasing the attractiveness of town and village centres, - strengthening regional economic development. - improvement of the existing public transport infrastructure - improvement of passenger information systems - efficient regional and trans-regional freight transport 	<p>The implementations focuses on a number of scopes like tourism, local and regional economy, freight transport, public transport and nature conservation. A certain number of projects are specifically linked to a well-defined area (e.g. municipal bus systems, National Park solar boat), whereas other projects affect the whole region (e.g. transport studies, IT passenger information system,..). As an appropriate interface between regional, local and sectoral operating projects, there has been implemented the so-called “Mobility Centre Burgenland”, which serves as a coordinating platform for all project-partners and also develops region wide projects on its own. On this note, the Mobility Centre provides an adequate interface for all related sectors like tourism, transport, public administration, local economy and nature conservation. The Mobility Centre is meant to outwear the umbrella project duration and to continue the controlling tasks of its steering group to a certain extent.</p>	<p>The public bodies in authority of the umbrella project are organised within a steering group controlling the project and its implementation. The steering group again is organised by a project management of external consultants. This structure has been developed specially for this project and has turned out to be very satisfactory.</p>	<p>The umbrella project is implemented and funded by the several Federal Ministries (function: funding, steering and controlling the projects). Co-financing partners (like cities, municipalities, unions and tourism agencies) organised within the advisory board. Priorities jointly elaborated by Austrian and Hungarian Ministers of Environment Implementation is coordinated with Hungarian and Slovak authorities within the EU INTERREG IIIA Programme Austria-Hungary and Austria-Slovak Republic</p>	<p>The governance system specifically developed for this umbrella-project has been adapted very well regarding the involvement of all relevant public authorities and private project partners.</p> <p>It turned out that the clearly defined assignment of competencies between the central and the regional levels is of crucial importance for this kind of co-operation projects.</p> <p>Policy recommendations: Environmentally sustainable development in sensitive cross-border areas requires cross-border measures, specifically in terms of transport and tourism. Therefore the installation of a cross-border mobility centre is highly recommended as well as the expansion of the Neusiedler See Card towards the Hungarian part of the Fertő-Region. Main focus of future mobility and eco-tourism projects should lie on the increase of cross-border collaboration.</p>
<p>12. INTERREG IV A Czech Republic – Poland 2007-2013.</p> <p>Aim : to support socio-economical development and cohesion by promotion of inhabitants’ cooperation of the neighbouring territories</p>	<p>Complementarity of the activities undertaken within programme’s frames with sectoral programmes was to be achieved on the preparation stage. All attempts have been aimed at excluding all inconsistencies and at adapting the Programme to the other programmes</p>	<p>Programme foresees financial support for several projects in a strictly defined frame. Moreover, the Programme is a tool of planning borderland territories development</p>	<p>National level (Managing of The Programme): Ministry of Regional Development (CZ) as Managing and Paying Authority / Ministry of Finance ((CZ) as Certifying and Audit Authority / + JTS National Programme Coordinator - Ministry of Regional Development (PL) Regional: Regional Institutions (PL) – Regional Contact Points in Self-governments of voivodships + Controllers (in CZ & PL)</p>	<p>The governance system is inadequate to the Programme’s implementation needs, because of overlapping competences of actors and ambiguity in the division of competences. Another barrier is the lack of institutional adaptation of some actors (not enough experienced staff, too little people involved in the Programme implementation) and a weak information flow between actors. The shape and role of the Monitoring Committee and also the Panel of Experts should be improved and reconsidered taking into account the partnership rule. A big barrier in projects implementation is the one-year budget-planning cycle of self-governments.</p>
<p>13. INTERREG III A Poland</p>	<p>Implemented projects have impact</p>	<p>Common strategies / plans are</p>	<p>National authorities (PL) as well as</p>	<p>The availability of EU funds resulted in cross-border</p>

<p>– Brandenburg 2004-2006 OP impact in gorzowski subregion (NUTS 3), lubuskie voivodeship, Poland . Opportunities in 6 thematic areas: Economic cooperation and SME support, development of infrastructure, natural environment, development of agriculture and rural areas, training and employment, cooperation</p>	<p>not only on local level but also, by their scope, they correspond with wider Polish-German borderland development strategies. One of the positive aspects is, for example, positive impact of structural funds for increase of small and medium cities role, which enable setup of strong local city centres. It has positive impact on the development of hole subregion and further more, by its special-functional impact, on improvement of internal cohesion</p>	<p>being prepared in a cross-border context, which aims at promotion of integrated development. Projects which are to be assisted within the programme need to have complementary character, both cross-border as well as cross-sectoral dimension</p>	<p>regional authorities (PL and Brandenburg) are involved in the programme. Additionally, on the national level the cooperation process takes place within the Intergovernmental Cross-border Cooperation Committee. The main beneficiaries of the programme are local governments (52% of all funds in the subregion), the second beneficiary, according to total numbers, are NGO's (45,3% of funds).</p>	<p>cooperation intensification in the subregion. Implemented projects had positive influence on strengthening of socio-economic cohesion of crossborder areas. First of all, added value was created thorough building conditions for intensification of contacts between citizens of border areas, intensification of economic cooperation and human capital development. Lastly, implementation of projects also has impact on improvement of environment quality and tourist attractiveness of border territories.</p>
<p>Name and main issue addressed</p>	<p>Links between sectoral/territorial approaches</p>	<p>Type of tools used to address the issue</p>	<p>Public bodies involved</p>	<p>Conclusions Policy recommendations</p>
<p>14. Development of the areas along European transport corridors (projects co-financed by INTERREG IIIB Baltic Sea Region and CADSES) Combining development of the corridors and fostering local economies in the areas situated along them is the challenge to be addressed.</p>	<p>Sectoral approach (transport and communication, services incl. logistics and tourism) should be seen in a broader perspective, including spatial development, cross-border and transnational dimension. So far the links are pretty weak. Each sector focuses on own activities and objectives. First attempts for combining transport development plans with economic activities and spatial planning issues have been made within transnational programmes (e.g. CADSES).</p>	<p>EU-funded sectoral and regional programmes as well as cross-border and transnational programmes are involved. However, discussion and planning of possible synergies is not developed sufficiently.</p>	<p>Different institutions of all levels are involved, to begin with ministries responsible for transport, infrastructure, environment, economy, regional development. Regional and local authorities also participate in parts of activities aiming at combining accessibility and economy development. Private partners, NGOs, development agencies tend to be active in this field in the framework of cross-border and transnational projects.</p>	<p>More inter-sectoral discussion, more strategic approach and synergy-oriented attitude would be necessary at the stage of planning of undertakings related to transport corridors. Within the transnational projects relating to development of transport corridors appropriate tools are being evaluated/proposed. Coordination of transport policy at EU level requires transnational co-operation which may bring about additional advantages for the territories concerned.</p>
<p>15. Alps Mobility II – Alpine Pearls (Interreg IIIB Programme Alpine Space A/I/CH/D/F) The focus of the project was the creation of innovative eco-tourism offers called “Alpine Pearls”, combining touristic points of interest with the advantage of sustainable mobility through environmentally friendly means of transport. Strategies for environmentally-friendly mobility management on site were also brought on a transnational European level to render travelling from the guests' home regions to the holiday destinations more environmentally friendly as</p>	<p>Transport and tourism approach in the resorts (local resp. regional level)</p> <p>Due to the fact, that tourism depends on and is directly linked to mobility, it is very essential to manage this relation in a sustainable way. On the one hand, tourism is not possible without mobility; on the other hand, too much traffic harms tourism industry and the destinations (esp. in the Alpine region). The combination of tourism and transport aspects in tourism offers for special regions/destinations is appropriate.</p>	<p>A common criteria catalogue for the product 'Alpine Pearls' and its members were defined. The focus lies on sustainability and environmentally friendly transportation. Based on this criteria catalogue different activities and measures were implemented in the regions, like infrastructural and marketing activities, creation of special products as well as awareness raising activities. The outcome is a transnational, standardised co-operation of destinations with a clear focus on sustainable tourism and soft mobility. (www.alpine-pearls.com)</p>	<p>Originally 17 public institutions (A, I, CH, D, F) of different levels were involved: On the national and regional levels, Ministries and departments for environment, transport, economics and tourism; Communities on the local level.</p>	<p>The governance system is partly adapted / compatible</p> <p>To implement measures to improve the quality of sustainable tourism products and solutions integrating environmentally friendly cooperation of all relevant sectors (tourism, transport an environment) and levels (transnational, national, regional) is essential. Mobility management strategies and measures have to be implemented at all levels, tourism offers, information and marketing strategies have to take into account soft mobility.</p>

well as to develop a transnational standard.				
--	--	--	--	--

Name and main issue addressed	Links between sectoral/territorial approaches	Type of tools used to address the issue	Public bodies involved	Conclusions Policy recommendations
<p>16. CENTROPE – the Central European Region – Grouping of 4 regions from HU, CZ, SL, AU Aim: to develop a competitive growth pole that carries considerable weight in Central Europe. Since 2003 there have been made efforts to create a framework in which the partners are able to govern the transregional integration process that results in an integrated cross-sectoral development strategy. The “Vision CENTROPE 2015” was adopted in 2006. Fields of cooperation: 1) Economy, research and innovation, 2) regional development and environment, transport and infrastructure, 3) labour market and education, 4) culture and tourism.</p>	<p>CENTROPE has a clear spatial – politically supported – “Vision CENTROPE 2015” and functions as catalyst and broker of advantages that can only be achieved jointly. At the expert level, regular multilateral CENTROPE working groups develop common strategies, measures and activities in the activity fields. The experts come from the administration, research, consulting and civil society. On a strategic level the different sectoral approaches are linked via the “Vision CENTROPE 2015” respectively the CENTROPE Strategy & Action Plan that will be developed in the upcoming months/years. On an institutional level the integration of the different sectors is done by: - The Political CENTROPE Board; - CENTROPE project steering committees.</p>	<p>So far, the two consecutive INTERREG III A projects were financed by the Austrian provinces Vienna, Lower Austria and Burgenland and co-financed by the EU. In the new phase of CENTROPE, starting this year, there will be a shared financing key – ensuring for the first time a balanced financial involvement of all partners, and thus cooperation on equal footing. In the new project partners will have to decide on the use of common financial resources (e.g. as far as the choice of pilot activities is concerned). Common planning or regulatory tools are still subject of debate.</p>	<p>CENTROPE is an initiative of the regional/local level. The public administrations have been and will be the (financing) partners of recent and current CENTROPE projects. The national level has – so far – been involved only casually; a more continuous and structures cooperation with national institutions is envisaged for the new project phase (in particular because several competences for important areas of cooperation rest on national level). Desire to actively involve (semi) private stakeholders. Most projects have been and will be driven by consortia of development agencies and NGOs. (Semi-)private experts are also involved in thematic working groups and discussion fora.</p>	<p>By developing governance tools CENTROPE aims at enhancing the “Territorial Capital” of the entire region, i.e. its ability to make use of the existing locational advantages through joint policy making, systematic cooperation activities and common marketing activities. Therefore, one main focus of the future cooperation project will be on the development / further elaboration of the governance system. The financial involvement of all CENTROPE partners in the new project application marks a new milestone for joint tool development. It is expected that further project activities will contribute to the elaboration of governance tools (cf. above), planning tools and – in the long run – regulatory tools. CENTROPE aims to create a routinized transnational decision-making process with institutions geared towards the complexities of the 4-country area, a mechanism that turns out a continuously revised development strategy & action plan, an institutionalised process for the implementation of strategic, sectoral lead projects, a methodological toolbox for transnational cooperation, a stable political/administrative commitment to the common effort on all sides, and a broadened awareness for the emergence of this notable region among its 6.5 million citizens and on the international economic stage.</p>
<p>17. Lille-Kortrijk-Tournai Eurometropolis (between France and Belgium). Creation of an EGTC in February 2008. The final objective was to set-up a governance structure involving all relevant public authorities from either side of borders that elaborates and implements a multi-annual work programme (2008-2010) responding to the needs of the whole cross-border conurbation and its population</p>	<p>Identification of the main challenges and opportunities for the whole cross-border conurbation in the following themes: - urban and spatial planning; - transport, mobility and telecommunications ; - employment, fiscality, training, and development of enterprises; - water and environment ; - health and social sector ; - education ; - security. The initiatives and projects that will be carried out in the framework of the work programme will be developed through a coherent manner and will have to fall within the scope of competence of the partners of the structure of cross-border governance (EGTC).</p>	<p>The governance structure has been set-up in February 2008, as the first EGTC in Europe. The EGTC is composed by an Assembly, a Bureau, thematic commissions and a cross-border agency, i.e. the technical team of the EGTC. It will elaborate the 2008-2010 work programme on the basis of plans drafted by each involved partner and of cross-border planning documents such as the Strategy for a cross-border metropolitan area (COFIT, 2002) and the final report of the Parliamentary working group (2007). Among other legal tools used for cross-border cooperation, the EGTC is a satisfactory governance tool.</p>	<p>The members of the EGTC are the relevant national, regional and local authorities in both countries. It is the first time that all the authorities concerned in the cross-border area, including the municipalities (through their intermunicipal organisations) as well as the provincial, departmental, regional, central authorities, and Managing authorities, join together under the same banner. It will enable the Eurometropolis to make decisions and undertake projects resulting from genuine joint consultation and, above all, backed at all levels (with required powers and financial means). The governance structure has been set-up in Feb. 2008 (first EGTC in Europe). It is composed by an Assembly, a Bureau, thematic commissions and a cross-border agency (= technical team of the</p>	<p>The governance system adopted by the Lille-Kortrijk-Tournai Eurometropolis is highly relevant and constitutes a good practice for other cross-border territories: firstly, regarding its long-term cooperation and secondly, regarding the involvement of all relevant public authorities in the formal structuring of the governance of the cross-border territory. The upper levels, regional/national and Europeans, have a responsibility in supporting the development and the functioning of governance structures, particularly EGTC which constitutes, nowadays, the most integrated governance tool for territorial cooperation. Politically, the EGTC gives visibility on the European scene to cross-border territories. + list of 9 recommendations.</p>

Name and main issue addressed	Links between sectoral/territorial approaches	Type of tools used to address the issue	Public bodies involved	Conclusions Policy recommendations
<p>18. Alpi Marittime /Mercantour cross border protected space (Italy/France) - National parks respectively created in 1995 and 1979. The cross-border territory has gradually achieved a European reach. After fifteen years of cooperation, the partners have drawn up an initial assessment of the joint actions.</p> <p>5 short-term projects for the 5 priorities:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) establishment of the EGTC 2) generalised biological inventory and data bank on the cultural heritage 3) cross-border network of mountain schools 4) sustainable development charter for cross-border area 5) annual Alpi Marittime /Mercantour festival and network of interest groups. 	<p>It is difficult to distinguish the cross-border sectoral cooperation from a territorial approach. Indeed, every field of cooperation concerns the whole cross-border area. Moreover, every thematic project (environment, faun protection, communication, tourism, education, cooperation between the two technical staffs...) contributes to the final aim : the integration of a single cross-border territory, with a common management.</p>	<p>A formal structure for the exiting collaboration between the 2 directors of the Parks + common management team was lacking. A few months ago the partners completed the preparation of a five-year cross-border action plan. This plan has been developed by working groups including members from all the local authorities and socio-professional circles in the areas of environmental protection and education, economic development and the formal organisation of the cooperation.</p> <p>One of the aims of the action plan is the formalisation of the cross-border cooperation by means of an EGTC, which is the most useful instrument for the parks cross-border plans because it enables the possibility to have a cross border common public contracting authority.</p>	<p>EGTC).</p> <p>Public bodies involved</p> <p>- Parco Naturale Alpi Marittime (I), Parc National du Mercantour (F), The two Ministries of the Environment and the Piemonte Region, Municipalities, Managing authorities Interreg.</p> <p>The setting-up of large-scale projects has been facilitated by INTERREG co-funding. This has enabled awareness-raising operations targeting elected representatives and socio-professional contacts, such as the European charter for sustainable tourism. The long-term objective is to implement a cross-border territory project with all the partners.</p> <p>Four projects receiving INTERREG co-funding are currently in progress. The parks are lead partners of these projects, in turn, with a majority of the projects led by the Italian park, as a consequence of the cumbersome nature of the French procedures.</p>	<p>The governance system is still in progress, waiting for the possibility to use EGTC.</p> <p>Although INTERREG co-funding has acted as a lever for a number of cross-border schemes, the partners of cross-border projects now want to use the EGTC as an instrument to institutionalise their cooperation.</p> <p>+ list of 6 recommendations</p>
<p>19. Cloe (Clusters Linked Over Europe) cofinanced by INTERREG IIIC West</p> <p>CLOE – Clusters Linked Over Europe - is a co-operation project between fifteen European regions set up with the aims of sharing experience, establishing close co-operation and learning from each other in the area of cluster management.</p> <p>http://www.clusterforum.org</p>	<p>The objectives are to enable those regions with a common interest in cluster-building techniques and in the fostering of cluster relationships to (i) to meet and jointly develop processes and methodologies for the establishment and management of clusters and networks; and (ii) to develop business opportunities for companies within and between the clusters. So far, development of a Cluster Management Guide for regional authorities and cluster managers which identified good practices, methods for setting up&managing clusters in regions.</p>	<p>Exchanges of practises, workshops....</p>	<p>Regions, Chambers of Commerce, Development agencies....</p>	<p>The <u>guide produced by the partner has been used as a basis by objective 2</u> managing authorities. One of them (Wermland) using it directly in its selection process, showing therefore the territorial added-value that INTERREG IVC can provide on the whole EU territory.</p> <p>8 new partners (mainly from the new Member States) joined the project in order to implement the recommendations collected in the guide.</p>
<p>20. HST 4i and HST Connect Co-financed by INTERREG IIIB NWE</p> <p>Following the opening of High speed railways, HST aims at increasing their benefits on the</p>	<p>It focuses on two key issues: developing the secondary public transport system to feed efficiently and economically into the primary HST network and making stations better places to travel to, through and from–</p>	<p>Redefinition of public transport schedules, investments in stations, better integration of transports</p>	<p>Local authorities</p>	<p>The project enabled a multilevel and transnational management of high speed train lines by welcoming its benefits on local scales.</p> <p>Development of the impact of a Trans European Network (High Speed Train Line between Paris, London Brussels, Liège and Amsterdam)</p>

whole area/region. www.hstconnect.net	and to do business in. Better accessibility to stations and better station environments help improve economic performance and cultural integration & will reduce social exclusion.			
Name and main issue addressed	Links between sectoral/territorial approaches	Type of tools used to address the issue	Public bodies involved	Conclusions Policy recommendations
<p>21. The role of territorial-urban cooperation in developing efficient and integrated Trans-European Networks (TEN-T).</p> <p>The case study analyses and compares two different governance approaches to the setting of trans-European networks: the Axis East-West; and the TEN-T extension to the Balkans and the experience of the South Eastern European Observatory.</p>	<p>Transport links are widely recognised as a cornerstone for economic, social development, integration and environmental benefits, both at regional and city level. In particular, the trans-European transport network (TEN-T) plays a crucial role in securing the free movement of passengers and goods in the European Union. The development of highly efficient transport infrastructure in EU27 and its neighbourhood is an important mean of improving links within the regions and Member states and of integrating the cities in this network.</p>	<p>The two cases which are part of a comprehensive approach to this subject will represent two different types of planning process. The first will be the typical example of the top-down approach (EC decision, financing choice from the Council and MS deciding on the transport corridors); the second one will be the reverse (Regional Authorities in the Balkans, Core regional Network, MS, EC). The case study will take into consideration the various phases of the planning process, identifying each time which were and still are the actors involved & type of negotiations' model used.</p>	<p>Axis East-West: European Commission, European Council, Member States.</p> <p>TEN-T extension to the Balkans: Regional Authorities in the Balkans, Core regional Network, Member States, European Commission.</p>	<p>A rigid top-down governance approach, limited to EU and National level, can lead to obstacles in the implementation phase. This can be regrettable when projects of key importance for regional&local development, such as TEN-T, are concerned.</p> <p>The development, from the beginning, of multi-level and multi-sectoral governance structures can prevent potential conflicts and ensure cities be part of the planning and implementation process. This will help ensure an intermodality and interoperability necessary to achieve an effective modal shift in favour of the environment and cities' economies.</p> <p>Also, the lack of horizontal integration between actors and policy sectors can create a fragmented environment where actors are tempted to negotiate in a competitive manner. This may easily result in a zero sum game negotiation process, instead of a co-operative approach of a win-win situation.</p> <p>Finally, the lack of synergies between public and private sectors limits the creation of new jobs and areas of cooperation.</p>
<p>22. Territorial – Urban Coordination: Cluster support policies in Lyon, France.</p> <p>The case study analyses the local implementation of France's Cluster Policy, focusing on successful local implementation but also on the difficulties created by an excessively centralised policy, designed with insufficient coordination with the local level.</p>	<p>The policy of the competitive clusters is based on the notion of specialisation and the regrouping of economic activities. Within recent years, cluster policies have become an important policy tool for territories to improve their competitive edge.</p>	<p>The Competitive Clusters' policy was developed in a centralised manner, through a top-down decision making process. The policy was decided during an interministerial committee meeting. This body defined the methods for the implementation of the policy without consulting neither the local (urban) authorities, nor the stakeholders (such as the industries, researchers or the universities).</p>	<p>Central government: an interministerial committee (CIACT – interministerial committee for spatial planning and competitiveness)</p> <p>Cooperation with Prefects (Representatives of the national government in the regions)</p>	<p>The case study illustrates the important role of local public authority in successfully implementing a specific territorial policy. Even though this policy at the outset had no inherent urban dimension, the Greater Lyon Authority successfully integrated the policy of the Competitive Clusters into its own economic and urban development strategies. This has been possible due to the existence of already established economic governance tools orchestrated by a strong local authority. The implementation of the policy would have been easier and more efficient with the Involvement of local authorities and stakeholders from the beginning of the policy-making process.</p>
<p>23. Strategy for Protection of the Adriatic Sea Waters and Coastal Areas</p> <p>The main issue is to establish a permanent cooperation of all states which border the Northern Adriatic and to prepare joint Strategies for protection and sustainable development of the Northern</p>	<p>The Commission tends to combine the different political guidelines for maritime and coastal areas, such as Water Framework Directive, Marine Strategy Framework Directive, while the Integrated Coastal Zone Management Protocol has been pointed out as an instrument for achieving the objectives of both. The sectoral issues are canalized</p>	<p>the commission undertook the political actions on the commitment as a basis for the future work.</p> <p>Regulatory tools: - (international) agreement on the protection of the Adriatic Sea among states that border to the northern Adriatic, signed in 1974, Belgrade</p>	<p>At national level, national delegations are usually composed of representatives from environmental and foreign ministries, ministry, responsible for maritime affairs, experts of public authorities or agencies related to water issues and external experts. Each collaborating state has set its own coordination and support team.</p>	<p>Since the relations between national and international legal issue are clearly defined, the structures set on the international level operate according to the established principles. The role of the international body is clear and the manner and mode of cooperation are prescribed by the mode of proceedings. The national representatives are nominated and they work in the framework of their mandates according to the governmental rules.</p> <p><u>Experiences gained so far:</u> - the intergovernmental agreements (political act) if (when)</p>

<p>Adriatic sea (Adriatic sub-region). The initiative was taken by the trilateral Permanent Slovenian-Croatian-Italian Commission for the Protection of the Adriatic Sea and Coastal Areas against Pollution.</p>	<p>through the Commission's work as specific aspects which have to be appropriately examined in order to define elements of sustainable development of the area as a basis for preparation of joint Strategies.</p>	<p>Other: - Joint statement on Environmental protection of the Adriatic sea. Financial tools - implementation of priority projects within the IPA Adriatic CBC programme 2007 – 2013 related to the objectives of the Commission</p>	<p>The coordination within the states acts in support of the objectives set by the Commission.</p>	<p>needed as in case of Adriatic sub-region represent a necessary step for transnational cooperation (content like actions) - for successful governance , not only good governance structure is needed but also a leadership at each level; this is connected with the skills development for such purpose; - cooperation provides for more coherent and efficient policy decisions, greater synergy among different sectoral instruments - when the actions require timely negotiations and use of regulatory tools, it is important to include also some concrete actions in support of political activities at local actions.</p>
<p>24. MATRIOSCA – Alps Adria Pannonia –AAP-project (under INTERREG IIB CADSES) AAP project focused on the preparation of the ground basis for establishment of the EGTC in order to improve and promote integrated and co-ordinated territorial development covering regions around Northern Adriatic.</p>	<p>During the MATRIOSCA project the sectoral issues were integrated in the common vision of the future development of the so-called MATRIOSCA area. Sectoral issues were also integrated in the preparation of the SWOT analysis and in the definition of the 4 priorities for the sustainable territorial development of the area, included within the Joint Strategy Document. Partners belong to the different political and administration systems. Regional policy is managed by different sectoral departments as well by different programme Authorities.</p>	<p>Within MATRIOSCA these relationships were not only analysed, but also tested in practice for the preparation of the joint projects. Out of 6 project ideas prepared, 4 were already submitted to the open calls of transnational programmes. By giving the Alps Adriatic Working Community a legal personality, the mechanism for better coordination among the different levels and authorities responsible for territorial cohesion is expected to facilitate the implementation of joint development vision</p>	<p>Involvement of public bodies depends on the administrative organisation of the partners. Due to the objectives of the project mainly national and regional level was collaborating in the MATRIOSCA project. The EGTC will be of private law according to the Slovene regulation. According to the draft Statute, local, regional and national authorities will be in a single cooperative structure; a dislocated secretariat and focal points are foreseen. (Third countries will cooperate on separate framework agreements). Collaboration with NGOs, private sector and citizens is foreseen.</p>	<p>The governance system is partly adapted. The draft statute of the EGCT-APP is currently under discussion and it is foreseen to adopt it by 2009. The MATRIOSCA project demonstrates the advantages which an EGTC provides to overcome obstacles in implementing territorial cohesion on the transnational level set by different legal and political systems of the involved partners. It also proved that in parallel to establishment of EGTC, territorial objectives have to be set in order to materialize the "mission" of such regional/territorial cooperation for the benefit of the quality of life of citizens. At the same time this has to be supported with strong political commitment at all levels and in all development phases</p>
<p>25. EU Strategy for the Baltic Sea Region. The strategy is under preparation and is expected to be published in the summer 2009. <u>The proposed assessment is thus preliminary in nature.</u> The preparation of the strategy is based on the conclusions from the European Council meeting in December 2007. The responsibility for preparing the strategy has been assigned to the Commission/DG Regio. The strategy is meant to be an internal strategy for the EU and its aim is to provide a framework for future EU activities in the region. The</p>	<p>The EU Strategy for the Baltic Sea Region is meant to be an action-oriented and straightforward strategy. The strategy may provide solutions to the sectoral challenges by an integrated approach in order to develop the whole territory of the Baltic Sea Region. For example the transportation system and accessibility could be developed in order to support the further integration of the territorial economy. Current co-operation in the BSR is fairly extensive but fragmented and uncoordinated. EU supports BSR development through its various sector policies and Territorial cooperation programmes. The strategy will basically cover all EU sector policies and funding instruments. It will provide a framework for coordinating all EU activities in the region to support the</p>	<p>The Baltic Sea strategy will be formalised as a Communication of the EC to the European Council, consisting of a short communication text, an action plan consisting of concrete projects (rolling, with timetable) and an annex of contributions, analyses and recommendations. The strategy will thus basically be a planning and coordination tool. No new funding instruments or additional earmarked funding is expected. The strategy will set shared guidelines to be followed in the region, raise awareness of solving transnational problems and strengthen the organisational capacity of the region. It could also provide a common political framework and guidelines for aligning of EU and other</p>	<p>The Baltic Sea strategy is an EU strategy, initiated by the European Council and prepared by the Commission. Within the Commission DG Regio is responsible for the practical preparation, but all DG:s will be involved in the process. The Commission's intention is also to involve all relevant actors and stakeholders in the BSR as actively as possible in the process. The Commission has encouraged Member States to send their inputs to the strategy, and most MS in the region have already done so. The Commission will arrange a number of stakeholder conferences and roundtable discussions in 2008 and early 2009 devoted specifically to this issue. In addition contributions are expected from a large number of other events organised by</p>	<p>No governance system has yet been decided on. However, a need for an integrated governance organisation in the whole region is recognised in order to improve the organisational capacity and bring together various existing co-operative bodies. No direct regulatory or financial tools have been discussed. The role of the strategy would be to institutionalize the joint form of organisation in the BSR and possibly to bring up broad strategic and transnational issues which should be funded. EU added value could be:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risen awareness of the shared transnational problems and questions in the BSR and systematic and integrated solving of these questions • Strategic awareness which focuses the needs and actions to be funded • BSR as a showcase laboratory of integration process in Europe and as a model for possible new regional strategies within the EU • Optimal use of EU third country frameworks (Northern Dimension)

<p>geographical coverage of the strategy includes areas from eight Member States (DE, DK, EE, FI, LV, LT, PL, SE). The Northern Dimension framework provides the basis for the external aspects of co-operation (e.g. with RU and NO). The strategy is expected to be approved and launched in 2009 during the Swedish presidency.</p>	<p>chosen objectives (see below). Four political objectives for the Baltic Sea Strategy for the basis of the preparation of the strategy have been presented by DG Regio: 1) Environmental sustainability of the Baltic Sea, 2) Prosperity 3) Accessibility and attractiveness and 4) Safety and security. These emphases will be discussed and reformulated during the preparation of the strategy.</p>	<p>development resources and funding in the region. The strategy could also have a role of branding the region. It is too early to assess whether the tools to be used will be satisfactory in relation to the ambitions expressed. Based on earlier experience from similar processes there is a risk that the strategy will be vaguer and the proposals less concrete than has been aimed for.</p>	<p>Member States, BSR organisations etc. The Commission has clearly made an effort to involve relevant partners on different levels in the preparation process. Based on current knowledge the response has been quite active. How the various contributions will be taken into account in the preparation remains to be seen.</p>	
--	--	--	--	--